

PREFET DE LA SAVOIE

**ARRÊTÉ PREFECTORAL**  
**portant prescriptions complémentaires**

**SATM**  
**Commune de Chambéry**

**LE PREFET DE LA SAVOIE**

*Chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur,*

VU le code de l'environnement, titre Ier du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article L513-1 ;

VU le récépissé de déclaration délivré le 19 septembre 2002 pour la rubrique 1412 relatif au dépôt de gaz combustible liquéfié ;

VU la modification de la nomenclature par le décret du 03 mars 2014 n°2104-285 entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2015, supprimant la rubrique 1412 et créant en remplacement la rubrique 4718 ;

VU le courrier de la Société Auxiliaire de Transport et de Matériel (SATM) du 02 septembre 2015 demandant le bénéfice des droits acquis pour son activité de dépôt de gaz combustible liquéfié devenant classable dans la rubrique 4718-2 sous le régime de la déclaration avec contrôle périodique ;

VU le récépissé de déclaration du 04 septembre 2015 pour la rubrique 4718 ;

VU le récépissé de déclaration du 26 juillet 2000 pour la rubrique 1414-3 relative à des installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs... par laquelle l'exploitant a fait connaître son activité de chargement et déchargement de citerne, sachant que cette rubrique n'était pas adaptée à cette activité, qui n'était pas classable lorsqu'elle était exercée sur des sites non soumis à autorisation ;

VU la modification de la nomenclature des installations classées par décret du 02 septembre 2014 n°2014-996 concernant la rubrique 1414, introduisant un 4<sup>ème</sup> alinéa à la rubrique 1414 qui prend désormais en compte les installations de chargement et déchargement de citerne à citerne de gaz inflammables liquéfiés ;

VU le courrier de la Société Auxiliaire de Transport et de Matériel (SATM) du 02 septembre 2015 demandant le bénéfice des droits acquis pour son activité de chargement et déchargement de citerne à citerne de gaz inflammables liquéfiés, qui passe d'un régime non classable à un régime à autorisation suite à la parution du décret du 02 septembre 2014 n°2014-996 ;

VU l'inspection du 23 octobre 2015 constatant l'activité de distribution de gaz liquéfiés depuis deux citernes provenant de gros porteurs vers des citernes de petits porteurs ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 3 mars 2016 ;

VU l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques exprimé lors de sa séance du 8 avril 2016 ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant à la transmission du projet d'arrêté préfectoral ;

**CONSIDERANT** qu'au vu des constats, en particulier de l'implantation de l'activité de chargement et déchargement de citerne à citerne, proche des tiers et des zones de circulation, il apparaît nécessaire que l'exploitant réalise et fournisse une étude des dangers pour évaluer les risques que peut présenter cette activité en cas d'accident, répondant aux dispositions de l'article R 512-9 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition de madame la secrétaire générale de la Préfecture de la Savoie ;

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Objet**

La Société Auxiliaire de Transport et de Matériel (SATM), située à Chambéry, 1327 avenue de la Houille Blanche, réalise et transmet dans un délai de 5 mois une étude des dangers pour son activité de chargement et déchargement de citerne à citerne de gaz inflammables liquéfiés, répondant aux dispositions de l'article R 512-9 du code de l'environnement.

### **Article 2 : Délais et voies de recours**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal administratif de Grenoble.

- par le demandeur ou exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

### **Article 3 : notification et publicité**

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Chambéry et tenue à la disposition du public.

Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, est affiché pendant un mois à la mairie par les soins du maire. Il est publié sur le site internet des services de l'État.

Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Un avis rappelant la prise du présent arrêté et indiquant où les prescriptions imposées peuvent être consultées est publié par les soins des services de la préfecture, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

### **Article 4 : Exécution**

Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie, monsieur le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'Inspection des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à monsieur le maire de Chambéry.

Chambéry, le  
Le Préfet

**- 4 MAI 2016**

Pour le Préfet et par délégation,  
La secrétaire générale

**Juliette TRIGNAT**